



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



POUR notre
ÉCOLE



Une Nation se construit par des rites et par des traditions partagés de tous.

Une Nation vit au rythme de la scansion d'instant, de moments, très profondément ancrés dans les vies et dans les mémoires. Il est des moments, des traditions dans la vie d'un pays, qui constituent une véritable rencontre entre la vie de la Nation et le projet républicain.

La rentrée scolaire est l'un de ces moments.

Elle n'est donc rien de moins qu'un rite républicain de la Nation, de notre Nation française.

Car l'École est l'âme de la République.
C'est son tout premier pilier.

J'ai dit lors de mon arrivée dans ce ministère ma fierté de prendre la tête de l'éducation nationale.

Car depuis lors, ma première ambition est de défendre corps et âme la plus noble des missions, d'agir sans relâche pour la plus noble des causes :

La cause de l'École.

Pour défendre la cause de l'École, je serai toujours aux côtés de nos professeurs, enseignants, personnels de l'éducation nationale, recteurs, directeurs.

Je serai avec eux comme ministre, parce que je crois viscéralement dans notre École, et j'ai confiance en elle.

Je crois viscéralement dans notre École parce que je m'attache à continuer à voir dans l'École ce qui marche, cette forme de miracle du quotidien.

C'est ce que j'appellerais « la part de miracle » de l'École.

Cette École qui, contre vents et marées, contre les esprits chagrins et les professionnels de la critique, continue à changer la vie de nos élèves et le destin de notre Nation.

Cette part de miracle, elle s'exprime dans le secret d'une classe, dans la force de l'engagement d'un professeur qui donne tout pour une vocation qui est devenue son métier, sa mission.

Même quand cette part de miracle nous semble plus lointaine, moins franche, quand elle menace de disparaître, il nous faut conserver notre foi et notre espoir dans l'École de la République.

Confiance et espoir.

Confiance et espoir dans une École qui est vitale pour les millions d'élèves qui puisent en elle les ressources personnelles et intellectuelles pour construire la vie qu'ils désirent et qu'ils méritent, pour écrire d'autres destins que ceux écrits d'avance, pour déjouer les pronostics.

Confiance et espoir dans l'École qui change la vie de millions d'élèves. Confiance et espoir dans l'École dont nous avons le droit et, oserais-je dire, le devoir d'être fiers.

Mais défendre la cause de l'École, c'est aussi voir la réalité en face.

Le 20 juillet dernier, j'ai dit que l'École était le trésor fragile d'une Nation qui espère autant qu'elle doute.

Car dans notre Nation, il y a bien sûr ceux qui peuvent offrir à leurs enfants les conditions d'une scolarité épanouie, heureuse, qui leur permet de dévoiler leur plein potentiel et d'atteindre leur objectif. Il y a aussi ces petits Français, de tous milieux, à qui l'École permet de s'élever, de prendre confiance, de trouver leur voie et leur chemin. Mais notre Nation est aussi composée de ces Français qui doutent, et qui se demandent si leurs enfants vivront mieux qu'eux, comme eux ont parfois réussi à vivre mieux que leurs parents. **Pour ces Français, souvent de classe moyenne, le risque est clair : celui d'une rupture de confiance** entre eux et l'École.

Ce risque est réel. Il serait délétère.

C'est bien sûr pour tous les Français que nous devons agir, mais je garde à l'esprit ces témoignages de nombreux Français qui travaillent dur et qui, du simple fruit de leur travail, font avancer le pays et font vivre leur famille. Ceux qui ont parfois le sentiment de financer l'École par leurs impôts, mais qui consentent à de lourds sacrifices financiers pour payer une école privée à leurs enfants ; de peur de ne pas trouver dans l'école publique ce qu'ils sont venus chercher à l'école privée. Ces Français qui ne peuvent compter ni sur un gros patrimoine, ni sur la solidarité nationale pour avancer, pour construire la vie qu'ils veulent et pour permettre à leurs enfants de s'élever.

S'élever.

C'est le rêve de tout parent pour son enfant.

C'est aussi le moteur républicain qui a formé cette Nation fière et forte qu'est la France.

C'est enfin une mission capitale de l'École : par les savoirs, par l'apprentissage de la vie en société, par l'ouverture au monde et à sa diversité, l'École doit élever des enfants et contribuer à ce qu'ils deviennent des citoyens. Des citoyens investis, pensants et agissants qui seront la fierté de ces mêmes parents qui ont tout donné pour eux.

Mais aujourd'hui, l'École souffre. Malgré un travail acharné depuis six ans, il nous reste donc **beaucoup à faire pour résoudre ce que j'appellerais « les maux de l'École ».**

Les maux de l'École, c'est le fruit de cet héritage d'années, voire de décennies de sous-investissements ; d'absence de reconnaissance de nos professeurs, tant pour ce qui relève de leur rémunération que du soutien à leur apporter au sein de leur établissement et de leur chaîne hiérarchique qui va jusqu'au ministre.

Une forme de « pas de vague » avec laquelle nous avons fait le choix de rompre définitivement.

C'est le fruit, aussi, de cette **négation de ce que l'École est le réceptacle de toutes les tensions qui traversent notre société.**

Cet héritage d'années et de décennies ne peut pas être inversé ou rattrapé en quelques années.

Depuis six ans, nous avons doublé le rythme d'augmentation des moyens que nous allouons tous les ans à l'éducation nationale.

C'est massif.

Depuis six ans, nous nous attachons à résoudre, point par point, les difficultés très profondément enkystées depuis bien longtemps au sein de notre École.

Depuis six ans, nous agissons avec cohérence autour de constantes comme le soutien à l'éducation prioritaire, l'accent mis sur les petites classes, et l'augmentation massive des moyens.

Bien sûr, les moyens ne font pas tout. Mais c'est une condition indispensable pour continuer à faire progresser l'École.

Comme ministre de l'Éducation nationale en 2023, **j'ai à cœur de préparer l'avenir de l'École.**

Je sais que j'ai aussi pour mission de continuer à réparer l'École.

Mais je n'accepte pas qu'on rende comptable l'École de tous les maux qui traversent notre société et dont souffre notre pays.

Bien sûr, **les attentes sont grandes, sont profondes** vis-à-vis de notre École. C'est légitime, tant le rôle de l'École dans la société est primordial.

Mais l'École est exposée depuis des années à **des critiques parfois tellement violentes et excessives qu'elles en deviennent injustes, insignifiantes, blessantes.**

Je les condamne et je les rejette.

Et je vous le dis : ces critiques ne doivent pas nous faire oublier que la cause que nous défendons chaque jour ardemment est la plus juste qui soit.

Car l'École ne doit jamais être une nostalgie ou un regret.

Pour l'École, nous n'avons pas le droit de renoncer.

Renoncer, je le sais, ne fait pas partie du vocabulaire de nos enseignants, de nos professeurs, de nos personnels éducatifs.

Ils sont le trésor de notre École.

Ils font le plus beau métier du monde : celui de forger, à leur manière, le destin de générations entières d'enfants de la République.

Je sais combien ils ont pu, par le passé, et encore maintenant, se sentir mal considérés, ayant eu le sentiment (justifié !) de ne pas être assez rémunérés, parfois pas assez soutenus, souvent pas assez compris.

Je mesure la difficulté de leur tâche, mais je sais aussi son importance capitale : **sans professeurs, pas d'École.** Sans personnels de l'éducation, pas d'avenir pour notre Nation.

J'ai la conviction profonde qu'on ne bâtira pas une École qui réussit pour tous si nous ne parvenons pas à **redonner à tous les professeurs la fierté d'exercer leur métier.**

Je sais qu'ils ont entendu ce type de discours à de nombreuses reprises, depuis des années, voire des décennies. Mais je leur dis : depuis au moins vingt ans, jamais votre rémunération n'aura autant augmenté qu'en cette rentrée.

La reconnaissance ne se prouve pas qu'avec du salaire en plus. Elle se prouve avec des actes concrets.

C'est la raison pour laquelle je bâtirai, avec eux, un grand plan de reconnaissance et d'attractivité du métier d'enseignant.

Sans eux, nous ne relèverons pas notre École.

Ils sont la condition qui rendra notre ambition possible.

C'est parce que je crois en l'École que je suis ambitieux pour elle. Je voudrais donc que nous concentrons cette ambition autour de trois priorités claires :

1. Élever le niveau

2. Bâtir une École des droits et des devoirs

3. Bâtir une École qui donne confiance et qui émancipe

Ces trois priorités, il nous faudra les mettre en œuvre **avec une approche profondément renouvelée** : celle du **Conseil national de la refondation**, qui sera la vraie matrice de l'École de demain.

Élever le niveau, d'abord.

La question du niveau est peut-être la plus critique, la plus centrale qui soit.

Pour élever le niveau, il faut remettre les savoirs fondamentaux au cœur de l'École.

En un quart de siècle, entre 1995 et 2018, les élèves français ont perdu l'équivalent d'un an en termes de niveau. Autrement dit, un élève de 4^e en 2018 avait le niveau d'un élève de 5^e de 1995. En 6^e, près d'un élève sur trois ne dispose pas du niveau nécessaire en français ou en mathématiques. Et le parcours scolaire ne suffit pas à rectifier la trajectoire : à la maternelle, on construit les fondations. Au primaire, on pose les bases. À partir du collège, on construit sur ces bases et sur ces fondations, mais plus elles sont fragiles, plus l'édifice sera difficile, parfois impossible, à soutenir. **C'est donc dès le début, évidemment, que tout se joue.**

C'est ce que nous avons voulu faire avec l'effort massif que nous avons porté sur la maternelle et sur l'école élémentaire : en dédoublant les classes, en limitant les effectifs, et avec les plans lecture et mathématiques.

Nous avons eu des résultats !

Grâce notamment à notre politique d'ouverture des écoles pendant le Covid, **les dernières études internationales montrent qu'en CM1, les élèves français sont les seuls d'Europe à progresser entre 2016 et 2021.**

Nous avons aussi testé de nouvelles méthodes, innové dans l'apprentissage des savoirs.

À Mayotte, par exemple, l'appropriation du plan pour la lecture par l'ensemble de la communauté éducative, assortie d'une formation pour les professeurs et d'un travail sur les manuels, a permis une progression rapide dans la

maîtrise des fondamentaux :

- en CE1, là où la moitié des élèves n'était pas entrée dans la lecture, ils ne sont plus qu'un tiers ;
- en mi-CP, là où seul un tiers des élèves était entré dans la lecture, ils sont presque 50 %.

Nous sommes sur la bonne voie, mais lorsqu'on parle du niveau des élèves et des savoirs fondamentaux, **chaque rentrée est une urgence.**

Je crois donc que notre pays a un besoin d'un choc des savoirs. Et je ne veux pas perdre une seule minute !

Dès cette rentrée, ce choc des savoirs se déclinera concrètement autour de plusieurs chantiers :

- formation des maîtres, avec la poursuite des plans mathématiques et français ;
- instauration en 6^e de l'heure supplémentaire de soutien ou d'approfondissement en français ou en mathématiques selon les besoins constatés de l'élève, car je ne veux plus réfléchir par matière mais par compétence ;
- réintroduction en 1^{re} des mathématiques au sein du tronc commun ;
- achèvement à la rentrée 2024 du dédoublement des grandes sections en éducation prioritaire, après l'avoir accompli en CP et CE1 ;
- expérimentation de l'ouverture de collèges de 8 h à 18 h dans chaque académie ;
- généralisation de Devoirs faits.

Nous continuerons à agir massivement pour les savoirs fondamentaux dans les années à venir, autour notamment de la priorité donnée à l'écriture.

Aujourd'hui, un certain nombre d'élèves se sont déshabitués à écrire. Or, la langue, c'est de l'oral, de l'écoute, et de l'écrit. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, **l'écrit n'a jamais été aussi important dans l'enseignement d'un élève**, car il n'a jamais été aussi important dans la vie d'un adulte.

Il nous faudra donc **renouer avec la pratique de l'écrit** dans toutes les matières, et pas uniquement en français. Dès les premiers temps d'apprentissage de l'écriture, jusqu'au baccalauréat, nos élèves doivent écrire beaucoup pour écrire bien. Il me semble que lorsqu'on parle de savoirs fondamentaux, l'écriture fait partie des tout premiers enseignements et des toutes premières compétences à acquérir, à maîtriser et à perfectionner.

Il faut aussi aller toujours plus loin sur l'apprentissage des langues étrangères, facteur d'émancipation de nos enfants, de rayonnement de notre pays et d'ouverture culturelle des élèves.

Une autre priorité que nous allons mettre en œuvre progressivement, c'est celle du cycle 4 (soit les classes de 5^e, 4^e et 3^e).

Dans ces niveaux, c'est l'innovation pédagogique qui doit guider notre réflexion ; pour faire fructifier les savoirs qui auront été acquis auparavant. Mais il convient de faire les choses dans l'ordre : maîtrise des bases dans les petites classes, compréhension et application des fondamentaux ensuite et, enfin, au cycle 4, consolidation et ouverture vers d'autres types de savoirs.

Pour mesurer les progrès accomplis sur ces savoirs, il faut évaluer. Évaluer mieux, évaluer plus.

Nous allons donc instaurer de nouvelles évaluations en CM1 et en 4^e. Elles permettront aux équipes pédagogiques de mieux repérer les élèves en difficulté, de prévenir leur décrochage et d'y remédier.

Et nous allons aussi combiner ces nouvelles évaluations avec l'exploitation systématique de l'ensemble des évaluations du CP à la 2^{de} pour cibler les élèves à soutenir.

Quand on parle évaluation, on ne peut pas éviter la question du baccalauréat, tant c'est l'aboutissement d'une scolarité, l'évaluation par excellence de tout ce qui a été acquis durant plus de quinze ans.

Les épreuves de spécialité du baccalauréat seront décalées au mois de juin, dans une optique claire : celle de la reconquête de la fin de l'année. Le passage

de ces épreuves en mars a contribué à éloigner les élèves du lycée et à faire décrocher un certain nombre d'entre eux avant même la fin de l'année scolaire. Cette décision est donc une décision de bon sens, dans une logique simple : chaque jour d'école est un jour utile, et donc indispensable.

Élever le niveau, cela passe par une École toujours présente pour les élèves.

Car aujourd'hui, sur toute sa scolarité, un élève peut perdre jusqu'à une année d'enseignement du fait du non-remplacement.

L'objectif du remplacement des absences est donc simplement d'assurer l'égalité entre élèves : permettre à tous de suivre ou de rattraper toutes les heures d'enseignement que l'éducation nationale leur doit. Ces absences non remplacées nuisent aux apprentissages. En entravant la promesse d'égalité, cela nuit aussi à la confiance que les parents placent en l'École. Car alors cette École ne tient plus sa promesse fondamentale de donner les mêmes chances à tous les enfants.

Et qui pâtit le plus du non-remplacement ? Non pas les élèves les plus favorisés, qui peuvent rattraper les cours à la maison. Non pas les élèves scolarisés dans les meilleurs établissements, où des systèmes existent plus fréquemment pour remplacer les absences

des professeurs. Le non-remplacement coûte cher aux élèves les plus modestes, aux familles les plus humbles, à celles-là mêmes que l'École devrait servir en premier lieu. Voilà l'injustice qui devrait tous nous révolter parce qu'elle heurte la conception que nous nous faisons de l'égalité des chances et de la promotion sociale par l'École.

Alors, nous allons engager ensemble, résolument, cette bataille pour reconquérir des millions d'heures d'enseignement.

C'est une bataille, je l'ai dit, pour le niveau des élèves et pour l'égalité entre élèves.

Sur ces 15 millions d'heures, la moitié l'est en raison de notre organisation administrative.

Nous devons au maximum éviter que les heures de formation ou de réunions pédagogiques soient proposées aux enseignants sur leur temps de cours et que leurs élèves soient laissés sans solution de remplacement.

Je veux donc que ce soit l'éducation nationale qui s'adapte à l'emploi du temps des enseignants et non l'inverse.

Il nous faudra donc positionner dès la rentrée un maximum de formations et de réunions hors du temps devant élèves pour atteindre un objectif de 100 % à la rentrée 2024, afin

que les absences pour cause de formation ne soient plus possibles à cette échéance. Cela nécessitera parfois de faire évoluer des formats :

en prévoyant des formations sécables, en développant l'offre de formation sur site ou en distanciel, en exploitant les possibilités du numérique pour faciliter l'organisation des réunions pédagogiques.

Au-delà de ce fonctionnement interne, c'est plus largement le sujet des absences non remplacées que nous devons régler.

Et pour cela, nous aurons besoin des enseignants.

Nous ne réglerons pas ce problème sans eux, ou contre eux. Mais avec eux.

Élever le niveau, c'est enfin garantir à chaque élève qu'il aura effectivement accès au meilleur de l'éducation nationale.

La réussite d'un enfant dépend encore trop de l'origine sociale de ses parents ; et ce, alors même que le rêve français, c'est celui de l'égalité.

Et l'un des moteurs de ce rêve, c'est l'École de la République. Pour trop d'enfants à qui la vie n'a pas offert les mêmes chances que les autres, force est de constater que ce moteur est en panne. Au fond, c'est cela qui me révolte le plus : les destins avortés de ces élèves, les assignations à résidence faute de moyens, faute d'opportunités, faute de solutions. Cela me révolte, mais en même temps c'est cela qui me donne le plus de force pour agir. Agir pleinement, agir vraiment.

L'École a en charge des centaines de milliers, des millions de destins chaque année partout en France, et ce ne sont pas des numéros, des statistiques, des chiffres : il s'agit là de centaines de milliers ou de millions de destins en construction, de vies pleines de promesse.

Nous devons donc nous battre pour chacun de ces destins individuels, et nous battre encore plus pour ceux qui n'ont que l'École pour se construire la vie à laquelle ils rêvent.

Si l'on perd cela, on perd le sens de la mission profonde et originelle de l'École.

On perd le cœur de qui fait la cause de l'École.

C'est pour cela que nous voulons notamment prolonger et systématiser la logique des stages de réussite pour les élèves en difficulté :

quand on est en difficulté, on a besoin de plus d'école. Par ailleurs, pendant les vacances scolaires, les inégalités entre élèves se creusent de 30 à 50%. Nous devons tout faire pour que « vacances » ne riment pas avec « perte de chances ».

Et donc, l'École doit répondre présente et ouvrir ses portes, dès la fin de l'été, aux élèves qui en ont le plus besoin.

Par ailleurs, la réussite d'un enfant ne doit jamais être entravée en raison d'un handicap. **Nous avons donc le devoir de garantir aux élèves en situation de handicap leur place dans le système scolaire,** et pour lesquels nous

allons recruter 6 500 AESH dès cette rentrée. C'est toute la logique de l'École inclusive, qui est l'un des piliers de la promesse d'égalité de notre École. C'est un véritable service public de l'École inclusive que nous devons continuer à bâtir. Nous ne pouvons pas accepter les retours en arrière, les ségrégations pour cause de handicap. Les adultes et l'éducation nationale doivent être là pour accompagner chaque enfant, car sinon, comment nos élèves pourront-ils avoir confiance en leur École ?

Vous le voyez, nous avons tout pour relever ce défi du niveau de notre École et de nos élèves. Et je suis persuadé que nous récolterons les fruits de nos efforts avant la fin de ce quinquennat.

Ma deuxième priorité, c'est bâtir une École des droits et des devoirs.

Une École des droits et des devoirs qui nous engage tous :

L'éducation nationale, en commençant tout d'abord par le ministre que je suis, et les cadres de l'éducation nationale.

Nous avons tout d'abord un **devoir de reconnaissance envers nos professeurs et nos personnels** : c'est cela, le sens des revalorisations que nous mettons en œuvre dès cette rentrée, et du plan d'attractivité que je veux bâtir pour eux. C'est cela, aussi, le sens de la gestion plus humaine que je souhaite pour celles et ceux qui s'engagent au service de l'École.

En cette rentrée, tous les professeurs de France seront mieux payés et mieux reconnus pour ce qu'ils font au service de notre jeunesse et plus largement de notre Nation.

Chaque professeur verra son salaire revalorisé sans qu'aucune mission supplémentaire ne soit demandée en contrepartie. Car nos enseignants travaillent déjà beaucoup.

Ces augmentations iront de 125 à 250 € nets par mois, et **plus aucun enseignant titulaire ne débutera sa carrière en dessous de 2 100 € nets par mois**. C'était 1 700 € en 2020.

Ces revalorisations étaient

nécessaires et elles sont justes. Nous sommes passés de la parole aux actes.

Mais nous ne devons pas nous arrêter là.

Je veux parler bien sûr **des conditions de travail, de la reconnaissance matérielle et symbolique du métier d'enseignant**, de l'accompagnement à la prise de poste, avec notamment un tutorat systématique, mais aussi de la formation initiale et, y compris, de la place des concours. À cet égard, je n'aurai aucun tabou et je souhaite que nous puissions réfléchir à la création de nouvelles « écoles normales », qui accompagnent plus tôt dans les études supérieures vers le métier d'enseignant, pour ensuite avoir un vrai tutorat dès l'entrée dans la carrière, avec un suivi personnalisé tout au long de cette carrière. Mais évidemment, ce type de transformations ne pourra s'opérer sans concertation préalable.

Je veux aussi parler de la formation continue des enseignants comme des autres personnels, de la valorisation des acquis de l'expérience, des possibilités d'évolution de carrière et de reconversion, que ce soit au sein du ministère pour évoluer vers d'autres fonctions,

ou même en dehors du ministère, et nous devons beaucoup mieux les y accompagner.

Je veux aussi parler du développement de la fonction de RH de proximité, qui est un chantier ouvert mais que nous devons relancer. Et je pense enfin à **la diversification des voies d'accès au métier d'enseignant** et aux conditions de classement, qui doivent mieux prendre en compte l'expérience des personnes qui nous rejoignent et qui le font pour s'engager et servir auprès des jeunes, mais qui doivent être justement reconnues à ce titre.

L'École des droits et des devoirs, elle s'adresse aux élèves.

Le respect de l'autorité du professeur et des savoirs est, pour l'élève, le préalable à toute transmission, à tout enseignement. Car l'École n'est pas une abstraction. Elle a besoin d'un cadre fort.

L'École, c'est un lieu profondément vivant où le savoir du professeur arrive jusqu'à l'élève par le truchement d'une transmission, d'un dialogue, d'une pédagogie ; la pédagogie du professeur à son élève.

Mais j'assume de dire que ce dialogue n'est pas un dialogue égal, cette relation n'est pas une relation d'égal à égal : dans ce dialogue, dans cette relation, il y a celui qui sait, et qui a donc la légitimité et l'autorité, et il y a celui qui apprend.

Eh bien, dans l'École, celui qui apprend doit respecter l'autorité de celui qui sait.

Bien sûr, la relation entre un élève et son professeur est infiniment plus riche, plus complexe, plus nuancée que ce simple rapport d'autorité. Mais cette autorité est un préalable. Elle est la garantie de la transmission des savoirs, notamment les savoirs fondamentaux.

Cette rentrée intervient dans un contexte particulier, où **l'autorité de l'État, de la République, fut mise à l'épreuve au début du mois de juillet dernier.**

Un certain nombre de mineurs interpellés durant les émeutes étaient déscolarisés : cela veut tout dire du rôle qu'a à jouer l'École dans notre société.

Encore une fois, l'École est le tout premier pilier de la République.

Ce pilier a été l'objet d'attaques pendant les émeutes. Mon premier déplacement en tant que ministre de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse a été de me rendre dans l'une des deux écoles de la Verrière qui ont été quasi intégralement brûlées.

J'ai voulu y adresser un message clair : derrière l'effroi, il y a l'espoir.

250 écoles ont été prises pour cible durant les émeutes du début de l'été. Sur ces 250 écoles, 5 ne pourront pas accueillir leurs élèves et leurs enseignants à la rentrée.

Dès la rentrée, une solution sera trouvée pour chaque élève et pour chaque enseignant de ces écoles touchées.

Je refuse catégoriquement que les élèves et les professeurs des établissements subissent la double peine : une école dégradée et une scolarité entravée. Après les émeutes où nous avons parfois vu le pire, l'École a montré à cette occasion qu'elle était capable de rassembler pour le meilleur.

Les défis de l'École ne sont pas uniquement les défis de l'éducation nationale, ce sont ceux d'une Nation tout entière. Laïcité, respect de l'autorité, respect de l'autre, savoirs fondamentaux : sur chacun de ces défis de la Nation, **l'École ne pourra pas réussir seule. Mais l'École, j'en fais la promesse, sera en première ligne.**

L'École des droits et des devoirs, elle s'adresse aussi aux parents.

L'article premier du Code de l'éducation écrit quelque chose d'absolument capital : **« Pour garantir la réussite de tous, l'École se construit avec la participation des parents, quelle que soit leur origine sociale. »** Ce devoir est essentiel pour les parents comme pour l'École.

De plus en plus souvent, les personnels, les enseignants, les chefs d'établissement font face à l'intrusion des logiques de la société de consommation au sein de l'École. L'École est perçue à juste titre comme un droit, mais les devoirs de l'élève et de sa famille semblent parfois comme dissous dans la prééminence de ce droit. Comme si s'était installée une confusion, au fond, entre le droit à l'éducation et le droit sur l'éducation. Là encore, l'institution doit être du côté des personnels et enseignants qui souffrent de ces situations.

Mais de la même manière, il est absolument vital de **faire revenir les parents au sein de l'école, au sein même du « lieu école ».**

L'École est avant tout le lieu des élèves. Mais il doit aussi devenir, de plus en plus, le lieu des parents.

Le décrochage des élèves peut parfois provenir d'une rupture, voire d'un éloignement critique entre l'École et les parents. Faire revenir les parents au sein de l'école serait déjà une victoire importante pour retisser ce lien, au service de l'élève. Je souhaite donc que nous puissions mener cette réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour que les parents puissent renouer avec le « lieu école ».

Parce que pour les parents, connaître l'école, c'est, à la fin, lui faire confiance. **Et l'École a besoin de la confiance des parents.**

Mais l'École a aussi besoin de l'autorité des parents.

Et pour cela, c'est tout le rapport entre l'École et les parents qu'il faut interroger. Souvent, ce sujet est abordé en mobilisant des arguments d'autorité, comme s'il était au fond très facile de trouver l'équilibre parfait dans la répartition des rôles entre parents et École. Certains voudraient délimiter les rôles : aux parents de faire ceci, à l'École de faire cela. Je crois au contraire qu'entre les parents et l'élève, nous avons besoin d'une continuité. Surtout pas de conflit.

Mais une complémentarité autour d'un principe : **l'École doit respecter l'autorité des parents ; mais les parents doivent sincèrement respecter l'autorité de l'École.** Et parfois même, dans cette relation parents-école, les équilibres peuvent évoluer au fil du temps et des situations : dans une famille en difficulté, l'école peut prendre le relais pour accompagner l'enfant dans son développement. À l'inverse, lorsque des difficultés se font jour à l'école, celle-ci aura besoin de l'aide et de l'autorité des parents pour accompagner au mieux l'élève.

Une chose est claire cependant : **on ne résoudra pas le problème de l'autorité parentale en retirant des allocations.** On ne le fera pas en affaiblissant ces parents mais, au contraire, en les renforçant.

L'École des droits et des devoirs, c'est aussi le devoir absolu de respect des règles fondamentales de notre République, au premier rang desquelles la laïcité.

Notre École est testée. Ces derniers mois, nous le savons, les atteintes à la laïcité ont augmenté, avec notamment le port de tenues religieuses comme les abayas ou les qamis qui ont fait leur apparition dans certains établissements.

La fermeté de la réponse de l'École est mise à l'épreuve par ces nouveaux phénomènes, face aux coups de boutoir, face aux attaques, face aux tentatives de déstabilisation.

Nous devons faire bloc.

Et nous allons faire bloc.

Faire bloc, c'est être clair : l'abaya n'a pas sa place dans nos écoles. Pas plus que d'autres signes religieux.

Au fond, ce choix d'interdire l'abaya ou toute autre tenue religieuse est conforme à nos principes les plus fondamentaux de laïcité et de neutralité.

Ce choix est un choix de fidélité à nos valeurs, et de refus du communautarisme.

L'École doit à tout prix, peut-être plus encore que n'importe quelle autre institution, être protégée du prosélytisme religieux, de tout embryon de communautarisme ou de refus de nos règles communes les plus importantes.

J'ai parfaitement conscience que, dans un certain nombre d'établissements, la mise en œuvre de cette décision sera

compliquée et difficile. Mais nous parviendrons à la faire respecter si nous parvenons à l'expliquer et à la faire comprendre. Et nous y parviendrons par le dialogue, et par le soutien de l'ensemble de la chaîne hiérarchique de l'éducation nationale. C'est la raison pour laquelle des équipes mobiles seront mobilisées dès le premier jour de la rentrée dans

ces établissements, parfois même en présence du recteur pour réaffirmer l'autorité de l'État et de l'École. Ces équipes mobiles s'y établiront aussi et si besoin, le temps qu'il faut.

Là où la République est testée, nous devons faire bloc. Nous serons au rendez-vous de ce devoir républicain.

Ma troisième priorité, enfin, c'est de construire une École qui émancipe et qui rend heureux.

L'École doit avant tout être le lieu où on donne à chaque élève sa chance et sa place.

L'École doit être le lieu, pour les élèves, de la construction de l'estime de soi. L'École est là pour déceler le talent du jeune qui ne le voit pas forcément. Chacun naît avec un talent, c'est à l'École de le révéler. Au-delà du niveau de chaque enfant, c'est la confiance qu'il a en lui et en ses talents qui fera son épanouissement.

Trouver sa place, ce n'est pas seulement la trouver à l'école, c'est aussi la trouver dans la société. **Nous devons aller vers une génération d'engagés.** Une génération qui trouve sa place par l'engagement, et qui se mobilise pour rendre à la collectivité un peu de l'investissement et de la confiance que la société a placés en eux.

Une génération de jeunes et d'élèves qui voient l'engagement comme un geste désintéressé, au service d'autrui et de la société dont ils font partie.

Pour cela, **la logique des *community services*** qui existent dans plusieurs pays européens par exemple, doit pouvoir être adoptée en France. Agir pour les autres, c'est aussi trouver une utilité, un motif de satisfaction personnelle et, parfois, un déclic qui permet de révéler un talent, un don.

Oui, le bonheur d'un élève, la construction de l'image qu'il a de lui, la confiance qu'il doit trouver en lui, c'est un objectif politique, c'est une mission de l'État.

Plus qu'une mission, c'est même l'une des premières responsabilités du ministre que je suis : assurer un climat scolaire

de qualité en tous lieux et en tous temps pour tous nos élèves, pour tous nos professeurs.

Cela passe notamment par la **rénovation des écoles**, surtout alors que les épisodes de chaleurs se succèdent. Certaines écoles sont aujourd'hui de véritables passoires thermiques, ce qui conduit pour nos enfants, nos professeurs et nos personnels à avoir trop froid l'hiver, et trop chaud l'été.

Comment apprendre correctement dans ces conditions ? Avec les collectivités, nous rénovons plusieurs milliers d'écoles tout au long du quinquennat, c'est un enjeu d'exemplarité, mais aussi d'humanité pour nos élèves et leurs enseignants.

Car l'école est un vrai lieu de vie pour nos enfants.

En matière de vie à l'école, **l'internat** est, pour certains élèves, un mode de scolarité particulièrement précieux. Il permet d'offrir un cadre, un rythme, un encadrement bénéfiques ; et permet de nouer un autre lien avec l'école.

Une École où l'on est heureux, c'est **une École sans harcèlement**. Je l'ai dit dès le premier jour : la lutte contre le harcèlement scolaire doit être une exigence morale absolue. Comment accepter que des enfants viennent le matin à l'école avec la boule au ventre ? Comment accepter que des enfants se

donnent la mort à cause de ce qu'ils vivent à l'école ou sur les réseaux sociaux ?

Nous avons déjà pris des mesures pour pouvoir expulser les enfants qui se rendraient coupables de harcèlement, afin que ce ne soit plus l'enfant harcelé qui soit contraint de changer d'école. Ces mesures qui ont été prises au cœur de l'été visent aussi à s'attaquer au cyberharcèlement.

Force est de constater, aujourd'hui, que nos enfants ne sont pas en sécurité sur Internet. L'École ne peut pas être étrangère à cela, à double titre : parce que ce qui se passe dans la cour d'école se prolonge parfois sur Internet ; mais aussi parce que l'éducation au numérique et aux réseaux sociaux est une des responsabilités de l'École.

Par ailleurs, l'École doit émanciper par l'ouverture au monde, aux humanités, à l'esprit critique et aux savoirs professionnels.

L'École, dans la grande tradition française, a toujours été une École de l'émancipation. Dans la droite ligne de l'esprit de ses pères fondateurs et de celui des Lumières, l'École à la française, c'est en effet l'universalisme des savoirs, le développement de la raison, la faculté à juger et à critiquer.

L'École à la française, c'est aussi la formation des esprits à valoriser la science tout en se nourrissant des humanités.

C'est le mélange de l'héritage classique de nos enseignements avec la place donnée à la culture, avec la généralisation du pass Culture, mais aussi à la place donnée à l'éducation artistique et culturelle (EAC).

Je veux renforcer massivement l'éducation artistique et culturelle. Je veux en faire un marqueur de l'École que nous allons bâtir dans les années qui viennent.

Pour cela, c'est une vraie révolution qu'il nous faut conduire. Une révolution de la conception qu'on en a, en lui donnant une place pleine et entière au cœur de la scolarité ; une révolution des moyens qui lui sont alloués ; et une révolution de l'accès à la culture à l'école et en dehors de l'école. Mon ambition est claire : je souhaite que l'intégralité des élèves du premier et du second degré aient eu accès à des enseignements d'EAC au cours de chaque année de leur scolarité. L'EAC ne doit pas être considérée comme « superflue », ou comme un enseignement accessoire.

Au contraire, l'accès à la culture et l'accès aux savoirs fondamentaux sont les deux faces d'une même pièce, celle qui permet à l'École de former des esprits libres, ouverts, et de renforcer leur esprit critique et leur curiosité.

La culture doit être la sève de l'École.

Car de la même manière que l'École doit être intraitable sur le respect de l'autorité du

professeur et de l'autorité des savoirs, sur le respect des règles fondamentales de la République, c'est à nous de permettre à l'École d'être à la hauteur de nos ambitions en matière culturelle.

Il nous faut donc bâtir un véritable service public de l'éducation artistique et culturelle à l'école, car je ne conçois pas une École sans arts et sans culture.

L'École à la française, c'est un enseignement moral et civique à qui on doit redonner tout son sens et sa substance.

Lui qui, dès la fin du XIX^e siècle et avant même la loi de 1905, est venu remplacer l'instruction religieuse dans toutes les écoles du pays. Parce que, comme Jules Ferry l'a écrit à chacun des instituteurs de France en 1883 : « Il a paru tout naturel que l'instituteur, en même temps qu'il apprend aux enfants à lire et à écrire, leur enseigne aussi ces règles élémentaires de la vie morale qui ne sont pas moins universellement acceptées que celles du langage ou du calcul. » Là aussi, **nous devons revoir la façon dont nous inculquons à nos élèves les valeurs de la République, de la morale et de la citoyenneté.** D'abord en doublant le volume horaire qui lui est consacré et en sanctuarisant la place de cet enseignement dans les emplois du temps des élèves. Il nous faut aussi revoir complètement le contenu de ces programmes, en faisant en sorte

qu'il ne s'agisse pas uniquement d'un enseignement théorique, descendant, désincarné. Car la République n'est pas une abstraction désincarnée et théorique. La République se vit concrètement, au quotidien. Pourquoi ne pas imaginer des stages d'EMC, où les élèves pourront vivre une immersion dans une institution de la République ? Cela pourrait permettre de rapprocher nos jeunes de ces institutions, de les rendre vivantes et concrètes pour eux, mais aussi de créer des vocations pour le service public.

L'École à la française, c'est aussi l'apprentissage du corps et du respect qui lui est dû, c'est l'apprentissage du sport, surtout en cette année olympique.

Le sport, donc, non dans une logique de performance, mais parce que, pour former un citoyen, l'homme n'a encore rien trouvé de plus exigeant que la célèbre locution latine qui remonte aux premiers temps de l'Empire romain : *Mens sana in corpore sano*.

Lire, écrire, compter. Sciences et humanités. Arts et morale civique. Corps et sport. Voilà, le viatique que l'on doit à nos élèves.

Mais pour bâtir une École qui émancipe vraiment, nous devons permettre à tous les savoirs, tous les enseignements, d'être pleinement considérés.

Dans l'École que je veux bâtir, **le savoir technique et les nouveaux savoirs, comme le numérique, se hisseront au même rang que le savoir classique.** N'opposons jamais la main et l'esprit, qui se guident mutuellement.

La revalorisation de la filière professionnelle qui forme un tiers de nos lycéens est l'une de nos priorités. Je porte pour elle une ambition profonde : celle de considérer les savoirs techniques comme étant d'une égale dignité avec les savoirs classiques.

N'ayons pas peur d'investir pleinement le numérique : l'intelligence artificielle est la prochaine révolution qui vient. L'École ne peut pas y être étrangère : elle doit être aux avant-postes sur l'enseignement, l'utilisation, et même le développement de l'intelligence artificielle. Sinon, nous la subirons.

Le talent, ce n'est pas uniquement le verbe ou la plume ; ce n'est pas simplement l'équation que l'on résout ou la démonstration que l'on élabore. Le talent, c'est aussi le génie d'une main, d'un esprit, d'une intelligence qui produit. Voilà, aussi, ce que je souhaite porter au nom des savoirs fondamentaux de notre École.

1. Élever le niveau

2. Bâtir une École des droits et des devoirs

3. Bâtir une École qui donne confiance et qui émancipe

Voilà ce qui me paraît être les trois défis principaux de l'École.

Je veux m'y attaquer résolument car, comme je l'ai dit, je défends la cause de l'École.

Il faudra conduire ces transformations et concrétiser cette ambition par une méthode qui lie proximité, simplicité et audace.

Proximité, d'abord.

Si je souhaite m'inscrire dans cette très grande proximité avec l'École et avec nos territoires, **c'est pour tout voir.**

Ce qui fonctionne, et ce qui ne marche pas.

Les écoles qui vont bien, et les écoles qui ne vont pas bien.

Sans tabou, sans ambages, sans fard.

Comme ministre, ce qui m'inquiète, ce ne sont pas les difficultés : c'est qu'on me dise que tout va bien.

Je souhaite que nous brisions ces tabous.

Et pour cela, le CNR, c'est la bonne méthode pour transformer nos ambitions en progrès concrets.

Il y a un an, le président de la République avait parlé de « révolution copernicienne ».

8 500 projets ont été déposés : c'est le signe que la démarche intéresse, et semble utile à beaucoup d'acteurs de terrain.

La révolution copernicienne, nous n'y sommes pas encore.

Et je souhaite donc que cette année 2023-2024 soit une année d'accélération massive de cette révolution copernicienne.

La logique du Conseil national de la refondation est claire : expérimenter, changer d'approche, tenter, échouer ou réussir, essayer, bref, oser et progresser.

C'est par le terrain que l'on parviendra à résoudre les problèmes concrets qui se posent à l'école.

Je le redis : le CNR est la matrice de l'École de demain. S'y engager pleinement est un impératif, une condition absolue de notre réussite collective.

Ma méthode, ce sera aussi celle de la simplicité.

Qui n'a, dans nos écoles ou établissements, déploré l'inflation de circulaires, d'instructions, de notes de service qui peuvent brider les uns ou infantiliser les autres ?

Non qu'elles soient toutes inutiles.
Non qu'il ne faille pas un cadre.
Mais celui-ci doit permettre que
s'y agrègent, dans le respect de
l'égalité face au service public, les
fruits de l'intelligence collective.

Et enfin, de l'audace.

L'École ne doit pas, ne peut pas
être le lieu des conservatismes et
des nostalgies d'antan. L'École ne
doit être ni uniforme, ni craintive.

L'École est le lieu du savoir et elle
doit donc être aussi le lieu de
l'inventivité et de l'audace.

Il y aura beaucoup à faire en la
matière : tester de nouvelles
organisations, laisser les forces
vives du terrain s'exprimer, faire
confiance.

Car au fond, la vraie audace, c'est
celle de faire confiance. Et c'est
ce que je souhaite faire ; quitte
à échouer, parfois. Car échouer,
c'est apprendre.

Pour bâtir l'École de demain, la tâche est immense. Mais j'ai l'espoir chevillé au corps. L'espoir, et peut-être même la certitude que nous pouvons y arriver si tout le pays est uni derrière son École.

Mais pour cela, il faut être capable d'entendre les choses. Toutes les choses. Ne jamais s'habituer à détourner le regard sur ce qui ne va pas, et ne jamais lâcher lorsqu'on est sur le bon chemin. Et pour cela, je serai toujours aux côtés de l'ensemble des personnels.

J'ai l'espoir chevillé au corps aussi parce que je sais les forces de notre École.

Et parmi elles, il y a cette incroyable matière humaine. Ces hommes et ces femmes engagés, déterminés, résolus à faire réussir notre École et donc à faire réussir notre pays.

L'attente des Français est immense.

Je me suis engagé vis-à-vis des Français sur un principe simple : que sur des choses concrètes de la vie de notre École, ils voient la différence dès cette année.

J'ai pris cet engagement de réussir, car j'ai, au fond de moi-même, la profonde et sincère conviction que, grâce aux talents de notre École, il sera tenu.



Gabriel Attal
Ministre de l'Éducation
nationale et de la Jeunesse





[education.gouv.fr](https://www.education.gouv.fr)